

BARACK HUSSEIN OBAMA, AN I

«Yes... we hope !»

Une année après son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Hussein Obama continue de susciter l'espoir pour des millions d'Américains. Mais le président des Etats-Unis d'Amérique, n'a plus de temps à perdre, l'exceptionnel délai de grâce dont il bénéficie ne devrait pas tarder à prendre fin. Il est tenu au plus vite de mettre en application ses promesses électorales. De Washington DC à Seattle en passant par Syracuse, voici un bref carnet de voyage réalisé dans le cadre du programme Edward R. Murrow organisé récemment par le département d'Etat américain.

De notre envoyé spécial
aux États-Unis d'Amérique,
Tarek Hafid

Tous ceux qui ont eu l'occasion de se présenter devant elle vous le confirmeront : la Maison-Blanche est bien plus modeste qu'elle n'en a l'air. La bâtisse la plus célèbre et la plus convoitée au monde ressemble plus à une petite maison dans une prairie. A Washington DC, tout est basé sur le symbolisme. Les plans de la capitale fédérale des Etats-Unis d'Amérique semblent avoir été dictés par la Constitution de ce pays.

Ainsi, la demeure du président des Etats-Unis d'Amérique est à l'image du statut de celui qui l'occupe. Sa puissance ne saurait dépasser celle du pouvoir législatif dont le symbole n'est autre que l'imposant Capitole.

L'homme des présidents

Il faut dire qu'il n'est pas aisé d'exercer le métier de chef d'Etat au pays du 1^{er} amendement. Surtout lorsqu'on a pour concitoyen un certain Bob Woodward, journaliste d'investigation au *Washington Post*. Le tombeur de Richard Nixon, la bête noire de Georges Bush Junior (dont on dit pourtant qu'il était très proche) a encore sévi ces derniers mois en publiant un rapport confidentiel rédigé par le général Stanley A. Mc Chrystal.

Dans ce document de 66 pages, le commandant en chef des forces armées américaines en Afghanistan, demandait au président Barack Obama de renforcer la présence militaire des Etats-Unis dans ce pays. «Avant de publier ce rapport, nous avons contacté le département de la Défense pour prévenir qu'il était en notre possession. Robert Gates, le ministre de la Défense, nous a juste demandé de temporiser 24 heures avant de rendre public le document. Nous avons accepté car, selon lui, cela aurait menacé la vie de milliers de nos soldats», explique Bob Woodward à l'occasion d'une conférence animée au siège du Département d'Etat, à Washington DC.

Aux Etats-Unis, pays de toutes les libertés, la raison d'Etat prime parfois. Mais Woodward reste une solide référence dans le milieu du journalisme. Devant deux cents journalistes des cinq continents, l'homme qui a raflé tous les prix, dont le prestigieux Pulitzer, lâche : «Je pense que je n'aurais jamais fait ce métier si je vivais dans un pays où il n'y a pas de libertés». La petite phrase rassure...

Quitter les collines

Rassurer. C'est justement ce que demandent les Américains au président Barack Obama dans sa gestion de la guerre en Afghanistan. Au jour d'aujourd'hui, il n'a toujours pas pris de décision définitive à ce sujet.

Pour le colonel William Bill Smullen, directeur du National Security Studies à l'Institut Maxwell de l'Université de Syracuse, dans l'Etat de New-York, il est urgent de revoir la stratégie militaire américaine en Afghanistan.

«Je pense que l'envoi de nouvelles troupes n'est pas nécessaire actuellement. Il serait plutôt judicieux de revoir la stratégie des forces présentes actuellement sur le terrain en les redéployant dans les centres urbains. Il faut que nos hommes quittent les positions situées dans les collines et les zones rurales où ils sont devenus trop vulnérables. Le commandement peut appliquer cette stratégie durant les prochains six mois et voir, par la suite, s'il doit, ou non, renforcer la présence en hommes», a-t-il expliqué au cours d'une conférence intitulée «Périls et possibilités d'une présidence».

L'Irak, le conflit israélo-palestinien, le nucléaire iranien, les relations avec la Russie et Cuba, la Corée du Nord, Guantanamo... les dossiers de politique extérieure s'amoncellent sur le bureau présidentiel.

En fait, Barack Obama donne vraiment l'impression de vouloir être partout à la fois sans pour autant parvenir à trouver des solutions concrètes. «Il en fait un peu trop, trop tôt. Il doit faire preuve de plus de mesure auquel cas il sera confronté aux résistances du Congrès et aux critiques de l'opinion publique». L'officier supérieur à la retraite sait de quoi il parle.

Après une longue carrière dans les forces armées américaines et un passage remarqué au Département d'Etat en qualité de chef de cabinet de Collin Powell, le colonel à la retraite, William Bill Smullen se consacre aujourd'hui à la formation de la nouvelle génération de diplomates américains. De par ses fonctions, l'homme a participé activement à la mise en œuvre de la politique de l'Administration Bush.

Néanmoins, il se montre particulièrement critique envers l'action de l'ancien locataire de la Maison-Blanche. «Un des plus gros défaut du président Bush est de ne pas discuter avec ses plus proches collaborateurs. N'ayant aucune information sur



Les défis que Obama doit relever sont surtout internes.

les intentions du président, ces derniers finissent par tirer leurs propres conclusions qui, généralement, sont totalement fausses. Cela a eu des effets très néfastes sur le climat au sein de l'administration», confie-t-il en aparté.

Sauf qu'au pays du droit, la politique extérieure est souvent dictée par des groupes de pressions. William Zartman, professeur émérite à l'Ecole des hautes études internationale de l'Université Johns Hopkins est l'exemple du parfait lobbyiste.

En collaboration avec des personnalités politique américaines, ce «Tangeaoui d'adoption» — il a été fait commandant du Ouissam Alaoui par le roi Mohammed VI — tente de «vendre» à l'Administration Obama une «initiative de règlement du conflit du Sahara occidental». Inutile de préciser que cette initiative est basée sur «la proposition d'autonomie» marocaine.

La légalité internationale pourra toujours attendre...

Exception socioculturelle

Mais les défis que doit relever Barack Obama ne sont pas uniquement externes, ils sont aussi internes. Là aussi, les choses semblent tourner au ralenti malgré les tentatives de lancer des réformes, notamment sur le plan social.

Et si cette situation était à mettre sur le compte de la complexité du système fédéral américain et sur l'exception socioculturelle basée sur «l'individualisme»? C'est en tout cas l'avis de Akram Elyas, consultant indé-

pendant en échanges culturels et commerce international.

«Avant toute chose, il faut comprendre qu'aux Etats-Unis l'individu est le point focal du système politique. La notion d'Etat et de gouvernement est totalement différente de celle des autres pays du monde. Ici, tout est géré par la société civile et par les institutions locales. La justice, la fiscalité et la sûreté sont du ressort exclusif des Etats fédérés et des comtés, l'action du gouvernement fédéral n'a quasiment aucune incidence sur l'existence des citoyens.

C'est ce qui explique pourquoi les Américains voient d'un mauvais œil le projet de financement de la Sécurité sociale que propose le président Barack Obama. Ils ne comprennent pas pourquoi les catégories actives de la société paieraient pour celles qui sont inactives. Ce projet est donc assimilé à une volonté du gouvernement fédéral de bousculer le sacro-saint principe de l'individualisme».

Pourtant, la pauvreté et la détresse apparaissent souvent au détour d'une rue, dans une station de métro ou à la sortie d'un magasin. Elles sont plus visibles encore dans certaines villes. A l'instar de Seattle, la capitale des géants Microsoft, Boeing et Starbucks où la crise financière a laminé de larges pans de la société. Pour venir en aide aux nécessiteux, la Cherry Food Bank distribue quotidiennement de la nourriture à près de 2 500 personnes par jour. Créée en 1967, cette organisation

humanitaire fonctionne en réseau grâce à la collaboration de 300 bénévoles.

Chaque année, la Cherry Food Bank distribue pour l'équivalent de 24 millions de dollars de produits alimentaires. C'est justement les personnes qui bénéficient de ces aides qui attendent avec impatience les promesses de Barack Obama. Une cohorte d'Américains de la classe moyenne qui ont perdu toits et emplois à cause d'un système financier qui n'a profité qu'aux puissants.

Mouvement indépendantiste

On a peut-être tendance à l'oublier, aux Etats-Unis des Amérindiens vivent encore dans des réserves. Une autre situation imposée par les puissants. La Nation Onondaga — le Peuple des Collines — est installée sur un minuscule bout de terre à quelques encablures de la ville de Syracuse, dans l'Etat de New-York. Rencontre avec Jeanne Shenandoah, une des doyennes de la Nation Onondaga. En l'écoutant, les clichés sur les «méchants peaux-rouges» tombent un à un.

«Avant l'arrivée des Européens, notre territoire s'étendait sur le nord des Etats-Unis et le sud du Canada. Aujourd'hui, notre Nation ne dispose que de quelques hectares dans cette réserve. Les Onondaga font partie de la confédération Otoyichoini qui regroupe six nations et qui ne reconnaît pas l'autorité des Etats-Unis et du Canada sur nos terres».

Joignant le geste à la parole, Jeanne sort de son sac à main un passeport Otoyichoini. «Nous voyageons avec ce document. Certains pays acceptent de le reconnaître. Nous avons entamé depuis quelques années une procédure pour le recouvrement de notre souveraineté auprès de l'ONU. Cette question est actuellement en instance. Nos terres ont subi trop de massacre, la faune et la flore ont été décimées».

En attendant de récupérer leurs terres, les Onondaga tentent de vivre paisiblement dans leur réserve de Syracuse. «Contrairement aux autres tribus, nous avons décidé de ne pas créer de casinos. Il est vrai que cette activité permet de rapporter des sommes considérables. Mais le jeu provoque des malheurs aux familles des joueurs et profiter du malheurs des autres est contraire à nos croyances». On l'aura compris, les Onondaga n'attendent rien du président Barack Obama.

Une année après son élection, le président de la plus grande puissance du monde symbolise l'espoir pour une grande majorité d'Américains. En attendant des jours meilleurs, ils devront se contenter d'un «Yes, we hope» à défaut du désormais célèbre «Yes, we can !».

T. H.